



BRÈVES ÉCONOMIQUES DU CÔNE SUD DE BUENOS AIRES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

N°47 – Novembre 2021

En bref – Résultats du 1^{er} tour de la présidentielle au Chili : polarisation et balle au centre

Dimanche dernier, les électeurs chiliens ont tranché. Le 19 décembre prochain, lors du second tour de l'élection présidentielle, deux extrêmes s'opposeront. Le candidat d'extrême droite José Antonio Kast, du parti Républicain, et le candidat de gauche radicale Gabriel Boric, de la coalition Apruebo Dignidad, ont remporté, respectivement, 27,9% et 25,8% des votes au 1^{er} tour. Pour la première fois depuis le retour de la démocratie au début des années 1990, les candidats du centre gauche et du centre droit sont absents du second tour. La polarisation politique sans précédent dans l'histoire chilienne étant désormais actée, les stratégies politiques pour gagner la majorité des votes commencent à se dessiner. Malgré la forte incertitude sur les résultats du 2nd tour, un consensus semble s'installer : le centre de l'échiquier politique jouera un rôle clé pour remporter l'élection, mais aussi pour gouverner au cours de la prochaine mandature. Pour gagner, les candidats devront séduire les électeurs du centre, devenus orphelins suite à la défaite du candidat Sebastián Sichel (4^{ème} position avec 12,8% des suffrages), issu de la coalition de centre-droit Chile Podemos Más, de l'actuel président Sebastián Piñera, et de Yasna Provoste (5^{ème} position avec 11,6% des votes), issue de la coalition de centre-gauche Nuevo Pacto Social. Qui plus est, ils devront séduire les électeurs du candidat « antisystème » Franco Parisi – arrivé par surprise en 3^{ème} position avec 12,8% des suffrages – et dont les orientations politiques sont diffuses, bien qu'elles tendent à droite. Enfin, ils devront aller chercher le vote des électeurs indécis et des abstentionnistes. À noter que le faible taux de participation au 1^{er} tour (seulement 47,3%), s'inscrit dans la continuité des élections précédentes. À plus long terme, la capacité à gouverner du prochain président dépendra aussi de sa disposition à recentrer son agenda politique. Ceci se reflète dans le résultat des élections législatives, qui ont également eu lieu dimanche dernier. Si à la Chambre des députés, c'est la gauche qui a obtenu une courte majorité, la droite est tout juste majoritaire au Sénat. Mais dans les deux chambres, les coalitions de centre-droit et centre-gauche captent un grand nombre de sièges, les rendant incontournables pour gouverner. En attendant, les électeurs devront choisir entre deux modèles socio-économiques dont les divergences sont infinies. Elles touchent des thématiques aussi variées que les retraites, la santé, l'éducation ou encore l'environnement. L'une des fractures les plus profondes est sans doute celle du rôle de l'État et donc, des finances publiques. José Antonio Kast, ultra-libéral sur les questions économiques et ultra-conservateur sur celles sociétales, défend une baisse drastique des dépenses publiques et, par ricochet, des impôts. À l'inverse, Gabriel Boric, socialiste et communiste, plaide pour une hausse des dépenses publiques et des impôts, à travers notamment une fiscalité plus progressive, des écotaxes et la lutte contre l'évasion fiscale. Le choix de modèle sera déterminant pour l'Assemblée constituante. Élu en mai, elle devra rédiger une nouvelle Constitution pour remplacer le texte actuel, hérité de la dictature d'Augusto Pinochet et accusé lors du mouvement social de 2019 de constituer le socle néolibéral du Chili. Le désir de rupture avec le modèle néolibéral n'aura-t-il été qu'une parenthèse de deux ans ? Réponse dimanche 19 décembre !

LE CHIFFRE À
RETENIR

27,9%

Votes remportés au 1^{er} tour
par José Antonio Kast

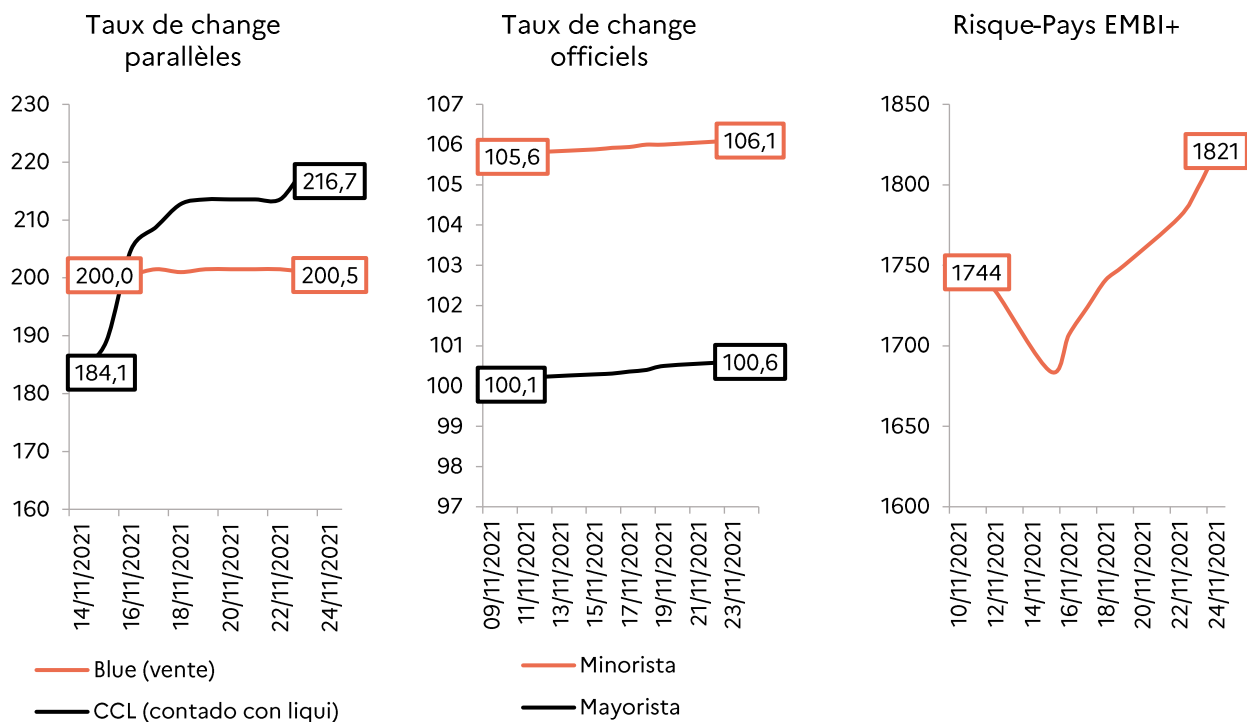
Zoom sur la situation sanitaire

Évolution de la vaccination

	Pourcentage de la population ayant reçu au moins une dose de vaccin	Pourcentage de la population complètement vaccinée
Argentine	79,4%	62,8%
Chili	87,5%	83,3%
Paraguay	45,4%	35,4%
Uruguay	79,7%	75,8%
Amérique du Sud	71,7%	56,2%
Brésil	75,9%	60,0%
Colombie	69,1%	46,5%
France	76,6%	69,2%

Source : Our World in Data

Graphiques de la semaine – Argentine



ARGENTINE

Malgré un léger ralentissement en septembre, l'activité économique reste bien orientée

En septembre, l'économie a enregistré son 4^{ème} mois consécutif de progression, avec une croissance en désaisonnalisé de 1,2% par rapport à août. Ces résultats sont légèrement moins bons que ceux enregistrés les mois précédents (+2,6% en juin, puis +1,4% en juillet et août).

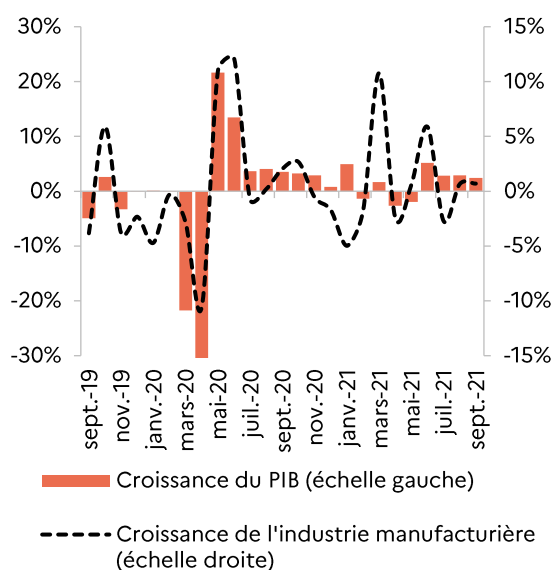
Ils restent tout de même bien orientés. En glissement annuel, la croissance s'est élevée à 11,6% en septembre, grâce à un effet de base favorable. De plus, sur les neuf premiers mois de l'année, la croissance totalise 10,9% en glissement annuel.

Les performances économiques ont été relativement inégales selon les secteurs. Certains ont connu des taux de croissance relativement soutenus en septembre, tels que l'industrie manufacturière (+1,4% sur un mois) et l'activité immobilière (+1,3%). D'autres, en revanche, ont connu des taux de croissance plus modérés, comme les transports et communications (+0,7%) ainsi que l'hôtellerie et la restauration (+0,2%). Enfin, des activités sont en recul, en particulier la construction et le commerce (à respectivement -0,6%).

Les anticipations des agents économiques restent bien orientées, puisqu'ils anticipent, en moyenne, une croissance de 8,3% en 2021, avant un retour à un rythme plus modeste de 2,3% en 2022. Pour rappel, les perspectives économiques publiées en octobre par le FMI sont un peu moins optimistes pour 2021, avec une croissance de

7,5%, et légèrement plus optimistes pour 2022, avec une croissance de 2,5%.

Croissance du PIB et de l'industrie manufacturière (glissement mensuel, désaisonnalisée)



Sources : INDEC, SER Buenos Aires

Sur le dernier trimestre de 2021, la croissance pourrait encore être portée par l'industrie, alors que le taux d'utilisation des capacités productives est en hausse (à 66,7% en septembre, contre 64,4% en août). Elle pourrait également bénéficier de la reprise des services, en particulier des activités touristiques, qui repartent à la faveur du relâchement des contraintes sanitaires et du programme « Previaje » de soutien au tourisme national. A ce propos, les nuitées hôtelières en septembre représentaient près des deux tiers de leur niveau pré-pandémique, en prenant pour référence septembre 2019, contre seulement 3,7% en septembre 2020. Même si ces nuitées sont, pour l'instant, exclusivement réservées par des touristes nationaux, elles pourraient, à termes, bénéficier du retour des visiteurs étrangers, permettant ainsi de tracter la croissance et générer des entrées de devises.



L'Argentine pourrait doubler sa production de lithium en 2022/2023

Le 15 novembre dernier, le groupe minier canadien Lithium Americas Corporation (LAC), basé à Vancouver, a annoncé que la production de son usine située à Jujuy (province du Nord-Ouest) démarrerait à mi-2022, devenant ainsi le 3^{ème} projet en phase de production en Argentine.

Le projet Minera Exar, situé dans le désert de sel «salar» de Cauchari-Olaroz, produirait environ 40.000 tonnes de lithium équivalent annuelles, doublant ainsi la production nationale argentine (33.000 tonnes en 2020).

Minera Exar est un consortium formé par le groupe canadien LAC (45,75%), le chinois Jiangxi Ganfeng Lithium (45,75%) et la province de Jujuy (à travers l'entreprise publique JEMSE qui détient 8,5%). Le groupe a investi jusqu'à présent 519 MUSD dans le projet, représentant environ 81% d'un investissement estimé à 641 MUSD.

Le groupe canadien LAC a également annoncé l'obtention d'un accord définitif pour l'achat de l'entreprise canadienne Millennial Lithium. LAC a proposé un montage permettant de payer 4,70 dollars canadiens par action de Millennial. La valeur totale de la transaction est estimée à environ 400 MUSD. L'offre de LAC a dépassé l'offre de 3,85 dollars canadiens par action que le fabricant chinois Contemporary Amperex Technology Co Ltd (CATL) avait proposée à Millennial en septembre, elle-même supérieure à l'offre de 3,60 dollars canadiens par action faite en juillet par le leader mondial de production de lithium, le groupe chinois Ganfeng Lithium Co Ltd.

L'accord permettra à LAC de récupérer le projet en phase d'évaluation Pastos Grandes, localisé à 100 kilomètres de Cauchari-Olaroz, qui pourrait produire chaque année environ 24.000 tonnes supplémentaires de carbonate de lithium pendant 40 ans.

CHILI

Le PIB chilien enregistre une très forte progression au 3^{ème} trimestre de 2021

Au 3^{ème} trimestre de 2021, le produit intérieur brut (PIB) a progressé de 17,2% sur un an, reflet d'une reprise soutenue de la consommation et, dans une moindre mesure, du commerce extérieur. Cette dynamique s'explique notamment par les mesures d'accompagnement des ménages et des entreprises dans le cadre de la crise sanitaire de la Covid-19, en particulier le revenu familial d'urgence (IFE) et les liquidités issues des retraits des fonds de pension.

A noter que la vigueur de la croissance, portée par celle de la demande intérieure, contribue à soutenir les prix (6% en octobre) et les importations.

Sur le plan extérieur, le compte courant enregistre un déficit de 6,5 Mds USD au 3^{ème} trimestre de 2021, soit -3,5% du PIB, alors qu'il affichait un excédent de 0,3% du PIB un an plus tôt. Sur la période, les soldes négatifs des biens et services (-1,6 Md USD) et des revenus primaires (-4,9 Mds USD) ne sont pas compensés par le surplus dégagé par les revenus secondaires (115 MUSD), contribuant à la dégradation des transactions courantes.

De son côté, le compte financier enregistre des entrées nettes de 7,5 Mds USD (-3,8% du PIB), en forte progression par rapport aux



1,2 Md USD (-0,4 % du PIB) enregistrés l'année précédente. Alors que les investissements directs étrangers affichent des sorties nettes de 1,6 Md USD, les investissements en portefeuille connaissent des entrées nettes soutenues (15,7 Mds USD). Les autres investissements affichent un déficit de 2,4 Mds USD, après un surplus de 4,5 Mds USD un an plus tôt. En revanche, les flux en avoirs de réserves se soldent par des acquisitions nettes d'actifs pour 8,6 Mds USD.

A la fin du trimestre, la position extérieure nette du Chili est de -14,3 Mds USD (-5,0 % du PIB), en amélioration sensible par rapport au 3^{ème} trimestre de 2020 (-28,0 Mds USD ; soit près de -11,2 % du PIB), grâce à la dépréciation du peso qui entraîne une augmentation de la valorisation des avoirs chiliens sur le reste du monde (467,7 Mds USD ; +13,1% sur un an) bien plus forte que celle des engagements chiliens (481,9 Mds USD ; +9,2%).

La dette extérieure s'élève à 233,2 Mds USD (81,3 % du PIB) à la fin septembre, en recul par rapport au 83,1 % du PIB enregistrés à la fin septembre 2020. Les engagements extérieurs sont composés à 65% de la dette privée (152,6 Mds USD) et à 35 % de la dette publique (80,4 Mds USD).

Appel d'offres des passeports et cartes d'identités : l'entreprise française Idemia remporte le marché

Quatre jours à peine après avoir disqualifié le consortium mené par le chinois Aisino, le Registro civil a annoncé, ce 19 novembre, qu'il adjugeait le marché de la concession des passeports et cartes d'identités (229 MUSD) au français Idemia, qui était arrivé en seconde position à l'appel d'offres.

Cette décision intervient alors qu'Aisino, relayé par des déclarations publiques de l'ambassadeur de Chine au Chili, se répandait sans retenue dans les médias locaux pour contester le bien-fondé de sa disqualification, qu'Aisino met exclusivement sur le compte d'une intervention nord-américaine auprès de l'État chilien, sans ne jamais s'étendre sur les raisons très factuelles et réelles sur lesquelles est fondée son exclusion de l'appel d'offres.

Les procédures judiciaires auxquelles la partie chinoise menace de recourir pourraient éventuellement impacter l'État chilien (une saisine du CIRDI, en particulier, est évoquée) mais devraient rester sans effet sur le contrat à venir avec Idemia, dont l'offre ne comporte vraisemblablement pas de faiblesses de nature à justifier une deuxième annulation d'adjudication.

PARAGUAY

La Banque centrale annonce une nouvelle hausse de son taux d'intérêt directeur pour contenir les tensions inflationnistes et ancrer les anticipations

La Banque centrale a annoncé une nouvelle hausse de son taux d'intérêt directeur, de 125 points de base (pdb), pour l'établir à 4,0%, soit un retour à son niveau pré-pandémique.

La Banque poursuit ainsi la normalisation progressive de la politique monétaire, puisqu'il s'agit du 4^{ème} relèvement de taux directeur depuis août dernier. Sur les quatre derniers mois, les autorités monétaires ont relevé, de manière de plus en plus marquée, le taux directeur de 25 pdb en août, puis 50 pdb en septembre et 125 pdb en octobre.

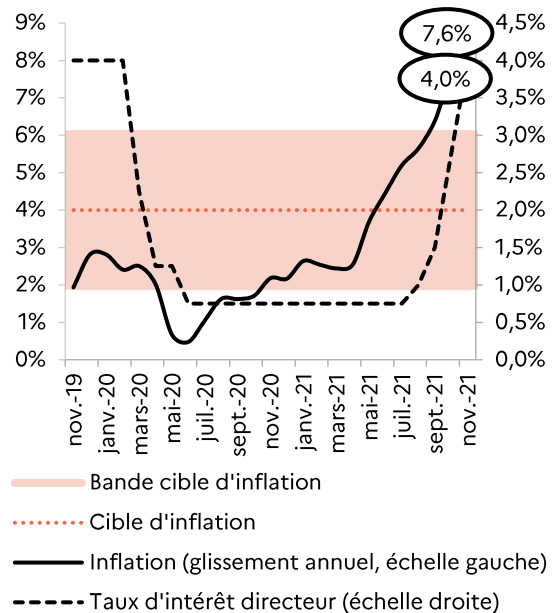
Comme lors des précédentes décisions du Banquier central, l'augmentation du taux directeur a été plus forte que celle anticipée par les agents, qui tablaient sur un rehaussement de 75 pdb.

A travers ce resserrement monétaire, la Banque centrale cherche à contenir la surchauffe sur les prix provoquée par la reprise économique, l'inflation importée (énergie, fret maritime) et l'effet retour sur le marché national de l'envolée du prix de la viande bovine, en raison des déséquilibres sur les marchés internationaux. Et pour cause, depuis avril, les poussées inflationnistes se sont exacerbées pour atteindre 7,6% en octobre, dépassant ainsi pour le 2^{ème} mois consécutif, la limite supérieure de la bande cible d'inflation fixée par la Banque centrale (4% avec $\pm 2\%$).

Dans ce contexte, les autorités monétaires espèrent ancrer les anticipations du marché qui envisage désormais une intensification des tensions sur les prix au cours des prochains mois. Ainsi, dans l'enquête sur les anticipations publiée en novembre par la Banque centrale, les agents économiques tablent sur une inflation de 7,0% à la fin 2021 qui redescendrait ensuite à 4,5% en 2022. Ces anticipations sont en constante hausse depuis avril, et bien supérieures aux prévisions publiées en octobre, qui s'établissaient à 5,8% pour 2021 et 4,3% pour 2022.

Cependant, à l'horizon 2023, les anticipations des agents économiques restent encore alignées avec l'objectif d'inflation de 4,0% de la Banque centrale. De son côté, le Banquier central est plus optimiste, avec une hausse générale des prix prévue à 6,7% à la fin 2021 et 4,0% en 2022.

Inflation et taux d'intérêt directeur



Sources : Banque centrale, SER Buenos Aires

URUGUAY

La Banque interaméricaine de développement (BID) octroie un financement à l'institut Inmujeres, en charge de lutter contre les violences faites aux femmes

La BID a octroyé un financement de 5,1 MUSD, constitué d'un prêt de 4,1 MUSD et d'une subvention de 1 MUSD, à l'Institut national des femmes (Inmujeres), en charge de lutter contre les violences faites aux femmes. Au-delà de son rôle pivot dans la politique de genre et l'organisation du système de réponse pour les situations de violence, l'Institut national des femmes met également en œuvre, pour le compte de l'État, la loi 19.580 de lutte contre les violences basées sur le genre.



À ce titre, le financement de la BID vise à (i) consolider la capacité de réponse de l'institut Inmujeres; (ii) renforcer les actions pour promouvoir l'égalité des genres et prévenir les violences de genre chez les jeunes; et (iii) fortifier l'Observatoire de la violence faite aux femmes, dit « OVBG ».

Lorsque le projet sera pleinement déployé, il bénéficiera, selon la BID, à près de 40.000 femmes, y compris celles issues de la population migrante.

De manière générale, l'Uruguay est encore très mal classé en termes d'insertion économique et politique des femmes. À titre d'illustration, le taux d'activité des hommes était de 67,9% en 2020 selon l'institut national des statistiques (INE), contre seulement 53,8% pour les femmes. De même, en termes de participation des femmes à la vie politique, l'ONU Femmes classe l'Uruguay au 128^{ème} rang mondial (14,3% de femmes Ministres), juste devant la Sierra Leone. Le Paraguay (60^{ème} rang mondial), le Chili (61^{ème}) et l'Argentine (105^{ème}) font mieux. Sur la représentation parlementaire, l'Uruguay est au 90^{ème} rang mondial (24,2%), devant le Paraguay (143^{ème}) et le Chili (100^{ème}), mais loin derrière l'Argentine (18^{ème}).



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Jean-François Michel, Service économique régional de Buenos Aires, Ambassade de France en Argentine

Rédacteurs : SER de Buenos Aires, SE de Santiago. Avec le concours des ambassades de France au Paraguay et en Uruguay

Pour s'abonner :
Compte Twitter :

samuel.adjutor@dgtresor.gouv.fr
[@TresorArgentina](https://twitter.com/TresorArgentina)